



**Projet : REDD+, la sécurité des moyens de subsistance
et le développement économique en RDC**

Recueil des droits et responsabilités des communautés dans la gestion durable des forêts



Juin 2018

Table des matières

Table des matières.....	2
Remerciements	3
Abréviations et acronymes	4
INTRODUCTION	5
I. DROITS DES COMMUNAUTES LOCALES DANS LA GESTION DES FORETS.....	7
1.1. Droits reconnus aux communautés locales par les textes réglementaires applicables à l'exploitation industrielle des bois d'œuvre	8
1.1.1. Droits des communautés locales dans le processus d'attribution des titres forestiers.....	8
1.1.2. Droits des communautés locales dans le processus d'aménagement forestier.....	9
1.1.3. Droits des communautés locales dans le processus de gestion et exploitation forestière ..	11
1.1.4. Droits et obligations des communautés dans le processus de surveillance des forêts.....	11
1.1.5. Droits des communautés locales aux bénéfices générés par l'exploitation forestière industrielle de bois d'œuvre.....	12
1.2. Droits reconnus aux communautés locales par les textes réglementaires applicables à l'exploitation artisanale des bois d'œuvre	13
1.3. Droits reconnus aux communautés reconnus par les textes réglementaires applicables à l'exploitation des concessions forestières de conservation	15
1.4. Droits reconnus aux communautés locales par les textes réglementaires applicables à l'acquisition des espaces à vocation communautaire.....	17
1.5. Droits des communautés reconnus dans les textes et règlements applicables aux forêts classées.....	18
1.6. Droits et obligations des communautés reconnus dans les textes et règlements applicables aux forêts protégées.....	21
II. DROITS ET OBLIGATION DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES.....	24
CONCLUSION.....	25
Textes de référence.....	26

Remerciements

La publication de ce « Recueil des droits et responsabilités des communautés dans la gestion durable des forêts » a été préparée par la Coordination nationale du RRN. Une ébauche a été rédigée par Monsieur Nkanda Jean-Marie, Chargé de programme gouvernance des ressources naturelles et enrichi par quelques acteurs chevronnés du secteur forestier.

C'est ici le lieu de remercier chaleureusement tous ceux qui ont contribué à la production de ce « Recueil » en fournissant des contributions et commentaires précieux ainsi que des suggestions éditoriales. Ces remerciements s'adressent à

Nous remercions vivement FPP et tout particulièrement le Projet « REDD+, la sécurité des moyens de subsistance et le développement économique en RDC » de nous avoir permis de produire ce « Recueil ».

Il se pourrait que d'aucuns dénichent dans le présent recueil quelque hiatus. Nous espérons que cela ne pourrait pas, pour autant, diminuer la force de cet outil de travail, qui servira aussi bien aux organisations de la société civile et aux communautés locales, qu'aux responsables de l'administration forestière au niveau des provinces.

Abréviations et acronymes

CMRV: Community-Based Monitoring, Reporting and Verification (monitoring communautaire)+

CNUED : Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement

FPP : Forest Peoples Programme

PV : Procès - verbal

REDD+ : Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts

RDC : République Démocratique du Congo

RRN : Réseau Ressources Naturelles

UFA : Unité Forestière Artisanale

ZDR : Zone de Développement Rural

INTRODUCTION

Depuis la CNUED (1992), l'on note l'émergence du principe de participation du public et le droit à l'information, qui apparaissent aussi comme des outils pour une gestion durable des ressources naturelles en général et spécifiquement des ressources forestières.

Comme de nombreux textes internationaux (Déclaration de Stockholm 1972, Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement de 1992, la convention sur la diversité biologique 1992, La Convention africaine sur la conservation de la nature et des ressources naturelles révisée et adoptée à Maputo le 11 juillet 2003, ...), le cadre juridique et les mesures réglementaires nationaux reconnaissent et mettent en relief la participation appropriée des populations locales, et ce, en vue de faciliter l'implication ou le droit d'être impliqué dans les processus de prise de décision de ceux qui sont susceptibles d'être affectés par une décision.

Toutefois, malgré tous ces efforts au niveau des textes juridiques susmentionnés, plusieurs communautés locales congolaises demeurent encore peu ou pas éclairées sur leurs droits et leurs responsabilités en matière de gestion des forêts en RDC. C'est de la sorte que le RRN, dans le cadre du projet « REDD+, la sécurité des moyens de subsistance et le développement économique en RDC » piloté par FPP, a pris l'initiative de présenter dans ce document un recueil de différents droits et responsabilités reconnus aux communautés des zones forestières affectées soit à l'exploitation de bois d'œuvre soit à la conservation.

En effet la vulgarisation des droits et responsabilités des communautés locales nous paraît un préalable et un facteur incontournable pour le respect desdits droits, dans la mesure où, à ce jour, la prise en compte effective des droits des communautés locales demeurent faiblement suivies par l'administration compétente. Dès lors, il s'avère important d'outiller les communautés locales en vue de renforcer leur connaissance sur les droits leur dévolus en cette matière de façon à en assurer le respect au travers le monitoring à base communautaire et une mise en œuvre idoine, et ce faisant, permettre leur meilleure participation à la gestion des forêts.

Ce recueil, qui fait une synthèse des dispositions du cadre juridique congolais qui consacrent les droits des communautés locales en rapport avec l'exploitation forestière en RDC, se veut donc un véritable guide pour les communautés locales notamment dans le développement du CMRV pour exiger l'application et le respect de leurs droits.

Il se veut également un outil de renforcement des capacités des communautés locales en ce qu'il leur apporte des précisions sur leurs droits à s'impliquer dans la gestion des forêts.

Les objectifs poursuivis par ce recueil est donc de contribuer à combler le déficit de connaissances des communautés locales concernant leurs droits et responsabilités en matière d'exploitation forestière pour le développement d'une plus grande responsabilisation au niveau local ,mais aussi pour contribuer à créer un sentiment de confiance parmi les acteurs parties prenantes du secteur.

DRAFT

I. DROITS DES COMMUNAUTES LOCALES DANS LA GESTION DES FORETS

Avec le présent recueil, les communautés locales vivant dans des zones d'exploitation forestière ont désormais la possibilité de comprendre de manière simplifiée leur droit dans la gestion durable des forêts, et ce, dans l'optique de les outiller sur les dispositions légales qui consacrent lesdits droits en rapport avec la gestion mieux l'exploitation des forêts.

Ces droits sont classés selon les types d'exploitation forestière, à savoir les droits des communautés reconnus dans les textes et règlements applicables :

1. à l'exploitation industrielle des bois d'œuvre ;
2. à l'exploitation artisanale des bois d'œuvre ;
3. à l'exploitation des concessions forestières de conservation
4. à l'acquisition des espaces à vocation communautaire
5. aux forêts classées
6. aux forêts protégées.

En effet le domaine forestier comprend les forêts classées, les forêts protégées et les forêts de production permanente.¹

Les forêts classées sont celles soumises, en application d'un acte de classement, à un régime juridique restrictif concernant les droits d'usage et d'exploitation ; elles sont affectées à une vocation particulière, notamment écologique.

Les forêts protégées sont celles qui n'ont pas fait l'objet d'un acte de classement et sont soumises à un régime juridique moins restrictif quant aux droits d'usage et aux droits d'exploitation.

Les forêts de production permanente sont les forêts soustraites des forêts protégées par une enquête publique en vue de les concéder.

Les forêts protégées peuvent faire l'objet de concession moyennant un contrat dont la durée ne peut excéder vingt-cinq ans. Ce terme est renouvelable dans les conditions stipulées au contrat.

¹ Loi n° 011/2002 du 29 août 2002 portant code forestier, art 10

1.1. Droits reconnus aux communautés locales par les textes réglementaires applicables à l'exploitation industrielle des bois d'œuvre

L'exploitation industrielle des bois d'œuvre est celle opérée par les entreprises industrielles, en vertu d'un contrat de concession forestière et d'un plan d'aménagement forestier. Elle est assortie d'un cahier des charges comportant des clauses générales et spécifiques dont celles dites sociales et établies au profit des communautés locales riveraines de la concession conformément à la réglementation en vigueur ²

1.1.1. Droits des communautés locales dans le processus d'attribution des titres forestiers

☞ Droit à l'information sur le processus d'attribution des concessions forestières

Les communautés locales ont droit à l'information tout au long du processus d'attribution des concessions forestières allant de l'adjudication à la signature du contrat de concession s'y rapportant.

En effet la législation forestière exige :

- * une large diffusion de l'avis d'appel d'offres notamment par affichage aux valves du Secrétariat général du Ministère chargé des forêts et dans les bureaux des administrations centrale, provinciale et locale chargées des forêts.³
- * la mise en place d'une commission interministérielle d'adjudication des concessions forestières devant comprendre un représentant de la population riveraine de la concession à attribuer et un représentant de la population autochtone riveraine, là où elle existe.
- * une enquête publique préalable auprès des parties prenantes, qui a notamment pour objectifs d'informer les populations locales sur le projet d'octroi d'une concession forestière permettant au public d'être pleinement informé du projet, et de constater la

² Arrêté Ministériel n°84/CAB/MIN/ECN-DD/CJ/00/RBM/2016 du 29 octobre 2016 portant conditions et règles d'exploitation des bois d'œuvre, article 4

³ Décret n°08/09 du 08 avril 2008 fixant la procédure d'attribution des concessions forestières, article 5 ,19

nature et l'étendue des droits que pourraient détenir des tiers sur la forêt à concéder, en vue de leur indemnisation éventuelle, dont le montant est fixé à l'amiable ou, à défaut, par voie judiciaire.

*L'établissement par l'administration chargée des forêts d'un cahier des charges relatif à l'exploitation des forêts concédées, après consultation des populations locales concernées, et soumis à l'approbation du Ministre.⁴

Signalons en outre que la procédure d'enquête publique s'ouvre par l'annonce faite par voie de la presse écrite et audiovisuelle, par l'affichage de l'annonce aux bureaux des administrations provinciale et locale chargées des forêts et à tous endroits dans la localité où la forêt est située et par tout autre mode de communication permettant au public d'être pleinement informé du projet. Et elle se clôture par la publication, au niveau national et local du rapport ad hoc comprenant, entre autre, la synthèse des consultations et recommandations émises et les décisions arrêtées en consultation avec les parties prenantes.⁵

1.1.2. Droits des communautés locales dans le processus d'aménagement forestier

☞ Droit à l'information et à la consultation.

Le Code forestier stipule que toute activité de gestion et d'exploitation forestière est soumise à l'élaboration préalable d'un plan d'aménagement forestier.⁶

Lors du processus d'élaboration et de mise en œuvre du plan d'aménagement forestier, les communautés ont droit à l'information et à la consultation. C'est ainsi que la législation exige que :

* L'administration s'assure de la consultation des populations riveraines, des autorités locales compétentes et des particuliers concernés durant le processus ;

* Le processus d'élaboration du plan d'aménagement forestier soit participatif et se repose sur des réunions publiques de concertation avec les communautés locales riveraines de la concession forestière⁷ ;

⁴ 4 Décret n°08/09 du 08 avril 2008 fixant la procédure d'attribution des concessions forestières, article 40

⁵ Arrêté ministériel n°024/CAB/ MIN/ECN-T/15/JEB/ 08 du 07 août 2008 fixant la procédure d'enquête publique préalable à l'octroi des concessions forestières, articles 1, 4, 6 et 9.

⁶ Loi n° 011/2002 du 29 août 2002 portant code forestier, art 71

*Des procès-verbaux de ces réunions mentionnent les observations des communautés locales sur le plan d'aménagement forestier, sur le zonage et l'affectation des terres ainsi que leur engagement de principe à respecter les restrictions d'activités liées à la vocation de chaque série d'aménagement ;

* Le concessionnaire informe par écrit , en fin de chaque semestre, les administrations centrale, provinciale et locale chargée des forêts, les autorités locales et les communautés locales riveraines de la concession dûment représentées, de l'état d'avancement des travaux d'aménagement et de la programmation actualisée ;

* Pendant la période de préparation du plan d'aménagement, le concessionnaire présente à l'autorité concédante, et fasse approuver par elle, le plan de gestion pour la période correspondant à la phase de préparation du plan d'aménagement. Ce plan de gestion est notifié aux autorités locales et porté à la connaissance des communautés locales et/ou peuples autochtones par des moyens appropriés.

* Le concessionnaire consulte les communautés locales et/ou peuples autochtones riverains sur le plan socio-économique et les infrastructures qui feront l'objet du cahier des charges définitif qui sera annexé au plan d'aménagement. Celui-ci couvrira les cinq années qui suivent l'approbation du plan d'aménagement et sera actualisé tous les cinq ans ;

* Les concertations sur les limites de la portion de Zone de Développement Rural (ZDR) à gérer par les populations rurales pour couvrir leurs besoins actuels et futurs, fassent l'objet de PV et/ou de cartes paraphées par les parties prenantes.

* Le tracé de toute route ou de toute voie d'accès ou d'évacuation à partir du territoire de la concession soit soumis à une consultation avec les communautés locales et/ou peuples autochtones riverains durant la préparation du plan d'aménagement.

⁷ Arrêté Ministériel 034/CAB/MIN/EDD/03/BLN/2015 du 03/07/15 fixant la procédure d'élaboration, de vérification, d'approbation, de mise en œuvre et du suivi du plan d'aménagement d'une concession forestière de production de bois d'œuvres, art 10 et 11

1.1.3. Droits des communautés locales dans le processus de gestion et exploitation forestière

☞ Droits d'usage forestiers dans les concessions forestières⁸

Le droit d'usage forestier pourrait être considéré comme un droit naturel dans la mesure où les populations forestières les détiendraient de la nature, du seul fait de vivre dans la forêt et d'en dépendre exclusivement pour leur subsistance.

En vertu du code forestier⁹, ce droit consiste pour la communauté locale ou un individu de prélever la ressource forestière sans autorisation préalable en vue de la satisfaction de ses besoins communautaires ou individuels.

Le Code forestier reconnaît ainsi aux populations vivant à l'intérieur ou à proximité du domaine forestier, les droits d'usage forestiers résultant de coutumes et traditions locales qu'elles continuent à exercer sur la concession dans la mesure de ce qui est compatible avec l'exploitation forestière à l'exclusion de l'agriculture. Le concessionnaire ne peut prétendre, à une quelconque indemnisation ou compensation du fait de cet exercice.

Retenons cependant que la commercialisation des produits forestiers prélevés au titre des droits d'usage n'est pas autorisée, excepté certains fruits et produits dont la liste est fixée par le gouverneur de province.

1.1.4. Droits et obligations des communautés dans le processus de surveillance des forêts¹⁰

☞ Obligation de dénoncer toute exploitation forestière illégale ou tout acte illicite de détention, vente ou circulation d'un produit forestier

La législation en vigueur en RDC reconnaît à toute organisation non gouvernementale nationale ou locale, à toute association ainsi qu'à toute personne ayant connaissance d'une exploitation forestière illégale ou de tout acte illicite de détention de vente ou de

⁸ Loi n° 011/2002 du 29 août 2002 portant Code forestier, art 36 à 39, 42 à 44

⁹ Idem, article 36

¹⁰ Arrêté ministériel n°102/CAB/ MIN/ECN-T/15/JEB/09 du 16 juin 2009 fixant les règles et les formalités du contrôle forestier, articles 53 et 59

circulation d'un produit forestier le droit d'en faire une dénonciation auprès de l'administration forestière

De ce fait , toute autorité ou tout agent de l'administration forestière qui a reçu la dénonciation est tenu de commanditer un contrôle approprié ou d'obtenir que des dispositions soient prises à ce sujet.

Le Code forestier exige que toute organisation non gouvernementale nationale ou locale, toute association ainsi que toute personne, qui viole les dispositions ci-dessus, soit tenu coupable de non dénonciation et puni comme tel conformément aux dispositions du code pénal.

1.1.5. Droits des communautés locales aux bénéfices générés par l'exploitation forestière industrielle de bois d'œuvre

☞ Droit aux bénéfices générés par l'exploitation forestière industrielle de bois d'œuvre.

En matière d'exploitation forestière industrielle, la redistribution se fait au travers de deux mécanismes principaux, à savoir la redevance de superficie concédée et les clauses sociales de cahier des charges¹¹.

Ainsi toute exploitation des produits forestiers doit être effectuée dans le respect du cahier des charges dont les clauses particulières concernent notamment la réalisation d'infrastructures socio-économiques au profit des communautés locales.

S'agissant des produits de la redevance de superficie concédée, il est prévu que 40 % (à raison de 25%, à la province et de 15% à l'entité décentralisée concernée) soient versés aux Entités administratives décentralisées de provenance des bois ou des produits forestiers et 60 % au Trésor Public. Les fonds résultant de cette répartition, en faveur des entités administratives décentralisées, sont affectés exclusivement à la réalisation des infrastructures de base d'intérêt communautaire.

☞ De l'implication des communautés locales dans la négociation et la réalisation des clauses sociales

*Pendant la période de préparation du plan d'aménagement, le concessionnaire consulte les communautés locales et/ou peuples autochtones riverains sur le plan socio-économique et les infrastructures qui feront l'objet du cahier des charges définitif

¹¹ Loi n° 011/2002 du 29 août 2002 portant Code forestier, articles 88, 89, 107 et 122

qui sera annexé au plan d'aménagement. Celui-ci couvrira les cinq années qui suivent l'approbation du plan d'aménagement et sera actualisé tous les cinq ans¹².

Ainsi pour la prise en compte des besoins de développement des communautés locales riveraines des forêts, la réalisation des infrastructures socio-économiques doit se faire après consultation et en concertation avec les populations locales concernées. L'administration provinciale chargée des forêts territorialement compétente veille à la consultation effective des populations concernées et facilite les négociations et la signature des accords.

☞ Droit au recrutement préférentiel¹³

Les populations locales ont le droit au recrutement préférentiel. Ainsi le concessionnaire s'engage à faire tout effort en vue de favoriser le recrutement et la formation professionnelle du personnel issu des communautés locales et/ou peuples autochtones riverains de sa concession.

1.2. Droits reconnus aux communautés locales par les textes réglementaires applicables à l'exploitation artisanale des bois d'œuvre

☞ Droit aux bénéfices générés par l'exploitation forestière artisanale de bois d'œuvre.

La législation forestière reconnaît et organise deux catégories d'exploitation forestière artisanale¹⁴.

*L'exploitation artisanale de première catégorie, celle qui est opérée par une personne physique, de nationalité congolaise, sur un espace de coupe dont la superficie ne peut excéder cinquante (50) hectares. Elle est caractérisée par l'utilisation de machette, hache, scie de long, tir fort ou tronçonneuse;

¹² Guide opérationnel – Normes d'affectation des terres lors de l'élaboration des Plans d'Aménagement – Juin 2017

¹³ Arrêté ministériel n°028/CAB/ MIN/ECN-T/15/JEB/08 du 07 août 2008 fixant les modèles de contrat de concession d'exploitation des produits forestiers et de cahier des charges y afférent, Annexe 2, art. 8 et 12

¹⁴ Arrêté Ministériel n°84/CAB/MIN/ECN-DD/CJ/00/RBM/2016 du 29 octobre 2016 portant conditions et règles d'exploitation des bois d'œuvre, article 5, 6

*L'exploitation artisanale de deuxième catégorie, celle qui est pratiquée dans une unité forestière artisanale, par une personne physique de nationalité congolaise ou une société de droit congolais dont le capital social est constitué d'une participation majoritaire des nationaux. Elle se caractérise par l'utilisation du matériel spécifique d'exploitation formé principalement d'une tronçonneuse et/ou d'une scie mobile, à l'exception des engins à roue ou à chenille ; elle porte sur une aire de coupe allant de cent (100) à cinq-cents (500) hectares.

En vue d'apporter sa contribution au développement, tout exploitant artisanal est tenu de prendre en charge la réalisation des infrastructures socio-économiques au profit de la communauté locale riveraine de la forêt exploitée.

A cette fin, l'exploitant concerné est tenu, selon sa catégorie, soit de conclure avec la communauté précitée un accord y afférent, soit de verser sa contribution financière liée à la construction ou à l'aménagement des infrastructures socio-économiques au profit de la communauté locale de l'unité forestière dans laquelle il est attributaire de la coupe de bois.

☞ Droit à l'information sur la procédure d'attribution des coupes de bois d'œuvre dans l'unité forestière artisanale¹⁵

Comme c'est le cas avec l'exploitation industrielle, les communautés locales ont droit à l'information tout au long de la procédure d'attribution des coupes des bois d'œuvre à la signature de l'Arrêté de création de l'unité forestière artisanale.

Les communautés locales riveraines de l'UFA ont ainsi droit :

- * d'être informées sur les prescriptions de l'appel d'offres pour l'attribution des coupes de bois d'œuvre dans l'unité forestière;
- * de participer aux travaux de la commission provinciale ad hoc par leurs représentants, à savoir, un représentant de la population riveraine de l'unité forestière artisanale; le cas échéant, un représentant de la population autochtone ;
- * de participer au déroulement de l'enquête publique ordonnée par le gouverneur de province et d'être consulté par l'Administration provinciale des forêts pour identifier avec elles les infrastructures socio-économiques à construire ou à aménager à leur profit par rapport à l'exploitation de la forêt. Les conclusions de la consultation sont consignées dans un procès-verbal spécifique contresigné par les représentants attitrés de chaque communauté locale riveraine concernée.

¹⁵ Arrêté Ministériel n°85/CAB/MIN/ECN-DD/CJ/00/RBM/2016 du 29 octobre 2016 relatif à l'Unité Forestière Artisanale , article 5 , 7 à 10 , 14 à 16

* L'Arrêté de création de l'unité forestière artisanale doit être l'objet de publication par toute voie appropriée.

☞ Droit à l'information tout au long du processus d'élaboration du plan d'aménagement de l'UFA

Lors du processus d'élaboration et de mise en œuvre du plan d'aménagement forestier, les communautés ont droit à l'information et à la consultation. En effet une unité forestière artisanale ne peut être ouverte à la procédure d'attribution des coupes des bois d'œuvre si, au préalable, elle n'a pas fait l'objet d'un processus d'aménagement forestier conduit par l'Administration provinciale des forêts.

1.3. Droits reconnus aux communautés reconnus par les textes réglementaires applicables à l'exploitation des concessions forestières de conservation¹⁶

☞ Droit à l'information sur la procédure d'attribution

*Les populations riveraines ont droit à l'information afférente à l'enquête publique préalable à l'octroi des concessions forestières de conservation proposées et des opérations de la mise à marché et de la fixation du prix de la forêt

*Un représentant des populations riveraines de la forêt et, le cas échéant, un représentant des peuples autochtones qui en font partie prennent part à la séance de travail que tient l'Administration centrale des forêts pour fixer définitivement les conditions applicables à la concession forestière de conservation proposée.

* L'Arrêté d'attribution est rendu public par voie d'affichage pendant quinze jours, tant à l'Administration centrale des forêts qu'au chef-lieu de la Province et du Territoire du ressort de la forêt dans les quarante-huit heures de sa signature.

Il est également publié par voie de presse et au Journal Officiel pendant au moins 7 jours, et enregistré au cadastre forestier national et provincial concerné.

¹⁶ Décret n° 011/27 du 20 mai 2011 fixant les règles spécifiques d'attribution des concessions forestières de conservation, article 12, 16 à 22

☞ Droit des populations riveraines aux bénéfices

*Au cours de cette séance, le requérant proposer une offre financière en acceptant de verser sur base d'un contrat spécifique, le prix des services environnementaux calculé conformément aux pratiques tant internationale que nationale en cette matière, et en précisant les parts qui reviennent respectivement à l'Etat et aux populations riveraines de la forêt

Dans le cas de l'accord sur les offres financière et technique, l'Administration centrale des forêts en fait rapport à l'autorité concédante qui, par lettre écrite notifie le requérant et l'invite à s'acquitter de toutes les sommes convenues dans un délai de 30 jours de la réception de la lettre et conformément à la réglementation en vigueur (prix des services environnementaux et cautionnement bancaire).

*Un cahier des charges relatif à la gestion de la forêt concédée et à la réalisation des infrastructures socio-économiques en faveur des populations riveraines concernées est soumis à l'approbation de l'autorité concédante et joint au contrat de concession.

☞ Droit à l'information tout au long du processus d'élaboration du plan d'aménagement de la concession

Lors du processus d'élaboration et de mise en œuvre du plan d'aménagement, les communautés locales ont droit à l'information et à la consultation. En effet le concessionnaire est tenu d'élaborer un plan d'aménagement selon les normes prévues par la réglementation en vigueur et les bonnes pratiques internationales en matière de conservation de la nature et de la biodiversité.

1.4. Droits reconnus aux communautés locales par les textes réglementaires applicables à l'acquisition des espaces à vocation communautaire

☞ Droit d'obtenir une concession forestière

L'Etat Congolais reconnaît aux communautés locales le droit de possession coutumière sur les forêts qu'elles habitent et exploitent en vertu de la coutume et celui d'obtenir, à titre de concession, lesdites forêts.

Une communauté locale peut donc, à sa demande, obtenir à titre de concession forestière une partie ou la totalité des forêts protégées parmi les forêts régulièrement possédées en vertu de la coutume¹⁷.

Les modalités d'attribution des concessions aux communautés locales sont déterminées par le Décret n°14/018 du 02 août 2014 ; et les dispositions spécifiques relatives à la gestion et à l'exploitation de la concession forestière des communautés locales sont déterminées par l'arrêté ministériel n°025 /CAB/MIN/ECN-DD/CJ/OO/RBM/2016 du 09 Février 2016.

☞ Obligation de pleine information du public sur la demande d'attribution de la concession¹⁸

*la demande d'attribution de la forêt fait l'objet d'une annonce au moyen de d'affichage dans les locaux des administrations provinciale et locale concernées, et à tous endroits dans la localité où la forêt est située et par tout autre mode de communication permettant au public d'être pleinement informé ;

*La décision d'acceptation est prise par arrêté portant attribution gratuite d'une concession forestière perpétuelle à la communauté locale ;

*L'attribution de la concession est faite à la communauté locale comme un bien indivis.

* L'arrêté est également publié au Journal Officiel.

¹⁷ Loi n° 011/2002 du 29 août 2002 portant code forestier , art 22

¹⁸ Décret n°14/018 du 02 août 2014 fixant les modalités d'attribution des concessions forestières aux communautés locales , articles 13 à 16

1.5. Droits des communautés reconnus dans les textes et règlements applicables aux forêts classées

Le domaine forestier comprend les forêts classées, les forêts protégées et les forêts de production permanente.

Les forêts classées sont celles soumises, en application d'un acte de classement, à un régime juridique restrictif concernant les droits d'usage et d'exploitation ; elles sont affectées à une vocation particulière, notamment écologique. L'Etat veille que les aires protégées représentent au moins quinze pourcent de la superficie totale du territoire national.

☞ Accès à l'information et droit à une éducation environnementale¹⁹

Selon la loi sur la conservation de la nature, l'Etat garantit à chaque congolais l'accès à l'information et le droit à une éducation environnementale en vue d'encourager la prise de conscience nationale sur l'importance de la conservation de la diversité biologique.

☞ Droit à l'information relative au processus de classement et d'aménagement d'une forêt classée

La mise en valeur des forêts classées est faite conformément aux prescriptions de l'acte de classement et aux dispositions du plan d'aménagement.²⁰

Le classement est fondé sur la consultation préalable de la population riveraine²¹

Pour ce faire,

*le Gouverneur de Province ordonne à l'administration provinciale chargée des forêts de procéder en collaboration avec les autorités administratives locales concernées, notamment l'administrateur de territoire et les autorités coutumières à la consultation préalable du public en général et des localités et populations riveraines de la forêt objets du projet de classement en particulier. L'annonce est également publiée au Journal officiel, dans les journaux locaux et par toute autre voie appropriée susceptible d'en permettre une large diffusion²²

¹⁹ Loi n° 14/003 du 11 février 2014 relative à la conservation de la nature , article 5

²⁰ n° 011/2002 du 29 août 2002 portant code forestier, article 17,18

²¹ Loi n° 011/2002 du 29 août 2002 portant code forestier, article 15

²² Décret n° 08/08 du 08 avril 2008 fixant la procédure de classement et de déclassement des forêts , articles 5 à 10

*Les consultations sont organisées dans le Chef-lieu du Territoire et dans les principales localités avoisinantes de la forêt à classer.

*Les localités et populations riveraines sont informées des lieu et date de la consultation publique à laquelle elles sont invitées. A cet effet, un récépissé attestant la réception de l'invitation est signé par l'autorité coutumière de la localité concernée.

*Les études socio-économiques et écologiques qui ont motivé le projet de classement, de même que la carte et la description de la forêt, sont tenues à la disposition du public en particulier des populations riveraines et dans tous autres lieux accessibles des principales localités riveraines pendant un délai minimum de deux mois précédant les consultations.

*Dans un délai de six mois maximum, la consultation est clôturée par un procès-verbal dûment signé par les représentants de l'administration et les parties concernées et indiquant les résultats de consultation. Ce procès-verbal est porté à la connaissance des populations affectées par affichage dans leurs villages et publié dans les journaux pu par toute autre voie appropriée.

Droits d'usage dans les forêts classées²³

*Dans les forêts classées, à l'exception des réserves naturelles intégrales, des parcs nationaux et des jardins botaniques, les droits d'usage sont exercés exclusivement par les populations riveraines et leur jouissance est subordonnée au respect des dispositions de la présente loi et de ses mesures d'exécution.

Ces droits d'usage sont limités :

a.au ramassage du bois mort et de la paille;

b. à la cueillette des fruits, des plantes alimentaires ou médicinales ;

c. à la récolte des gommés, des résines ou du miel ;

d. au ramassage des chenilles, escargots ou grenouilles;

e.au prélèvement du bois destiné à la construction des habitations et pour usage artisanal.

En outre, le plan d'aménagement de chaque forêt classée détermine les droits d'usage autorisés pour la forêt concernée.

²³ Loi n° 011/2002 du 29 août 2002 portant code forestier, articles 38 à 39

☞ *Droit au développement des communautés locales et de leurs activités*²⁴

* Une zone tampon fait l'objet d'aménagement indispensable au développement des communautés locales et de leurs activités. Sa gestion est compatible avec les objectifs de conservation et le plan de gestion de chaque aire protégée concernée.

Le régime des activités autorisées dans la zone tampon est défini dans le respect des droits d'usage forestiers reconnus aux populations qui y sont établies.

L'Etat et la province en assurent la promotion d'un développement durable et écologiquement rationnel.

* la démarcation des limites des aires protégées et leurs zones tampon doit se faire de manière participative.

* Toute activité de gestion d'une aire protégée, en régie ou en partenariat public-privé, est subordonnée à l'élaboration d'un plan de gestion assorti de projets générateurs de revenus ou susceptibles de satisfaire aux besoins sociaux ou économiques des populations riveraines.

²⁴ Loi n° 14/003 du 11 février 2014 relative à la conservation de la nature, article 28 , 38

1.6. Droits et obligations des communautés reconnus dans les textes et règlements applicables aux forêts protégées.

Les forêts protégées sont celles qui n'ont pas fait l'objet d'un acte de classement et sont soumises à un régime juridique moins restrictif quant aux droits d'usage et aux droits

☞ Droits d'usage dans les forêts protégées²⁵

La législation forestière reconnaît tout Congolais le droit d'exercer des droits d'usage sur l'ensemble du domaine forestier protégé, à condition de se conformer aux dispositions de la loi et de ses mesures d'exécution.

*Ainsi dans les forêts protégées les cultures peuvent être pratiquées. Toutefois, elles peuvent être prohibées momentanément par le gouverneur de province, après avis des services locaux chargés de l'agriculture et des forêts, lorsque l'état de la forêt ou son intérêt futur rend cette mesure nécessaire.

*Le prélèvement des produits forestiers à des fins domestiques est libre en forêt protégée. Il ne donne lieu au paiement d'aucune taxe ou redevance forestière

☞ Droit de participation aux opérations de reboisement²⁶

L'Etat encourage l'implication de tous les citoyens, des communautés locales et des entités décentralisées dans les opérations de reboisement. Les personnes et communautés qui réalisent des reboisements bénéficient, en tout ou en partie, des produits forestiers qui en sont issus.

☞ Droits de la propriété des arbres²⁷

Les forêts naturelles ou plantées comprises dans les terres régulièrement concédées en vertu de la législation foncière appartiennent à leurs concessionnaires.

Les arbres situés dans un village ou son environnement immédiat ou dans un champ collectif ou individuel sont la propriété collective du village ou celle de la personne à laquelle revient le champ. Ils peuvent faire l'objet d'une cession en faveur des tiers.

☞ Des mesures générales de protection du domaine forestier et des essences protégées

²⁵ Loi n° 011/2002 du 29 août 2002 portant code forestier, articles 41 à 43

²⁶ Idem , articles 79 à 81

²⁷ Ibidem , articles 9 et 51

Les populations locales ont l'obligation de protéger le domaine forestier contre toute forme de dégradation ou de destruction du fait notamment de l'exploitation illicite, de la surexploitation, du surpâturage, des incendies et brûlis ainsi que des défrichements et des déboisements abusifs.

*Sont particulièrement interdits,

- tous actes de déboisement des zones exposées au risque d'érosion et d'inondation ;
- tout déboisement sur une distance de 50 mètres de part et d'autre des cours d'eau et dans un rayon de 100 mètres autour de leurs sources.
- l'abattage, l'arrachage et la mutilation des essences forestières protégées.
- le déplacement, le brisement ou l'enlèvement des bornes servant à limiter les forêts.
- l'abandon d'un feu susceptible de se propager dans la forêt ou dans la brousse et d'un feu non éteint.
- l'allumage d'un feu susceptible de se propager dans la forêt ou dans la brousse
- l'allumage en zone de savane d'un feu le long des routes et chemins qui traversent les forêts classées

* Dans les forêts classées, sont interdits, l'émondage et l'ébranchage des arbres ainsi que la culture par essartage.

*Tout déboisement doit être compensé par un reboisement équivalent, en qualité et en superficie, au couvert forestier initial réalisé par l'auteur du déboisement ou à ses frais.

Ainsi donc , toute personne qui, pour les besoins d'une activité minière, industrielle, urbaine, touristique, agricole ou autre, est contrainte de déboiser une portion de forêt, est tenue au préalable d'obtenir à cet effet un permis de déboisement.

Pour les activités agricoles, ledit permis n'est exigé que lorsque le déboisement porte sur une superficie égale ou supérieure à 2 hectares.

Le permis de déboisement est délivré par le Gouverneur de province, lorsque la superficie à déboiser est égale ou inférieure à 10 hectares. Au-delà de cette superficie, il est délivré par le Ministre. Dans les deux cas, un avis préalable de l'administration forestière locale fondée sur une étude d'impact est requis.

La délivrance dudit permis donne lieu à l'acquittement préalable d'une taxe de déboisement, dont l'assiette, le taux et les modalités sont fixés par un arrêté conjoint des ministres ayant les forêts et les finances dans leurs attributions.

☞ ***Droit à l'information en matière de publication de tout contrat ayant pour objet les ressources naturelles ⁽²⁸⁾***

Au terme du décret 011/26 du 20 mai 2011, tout contrat ayant pour objet la recherche, l'exploration ou l'exploitation des ressources minières, pétrolières ou forestières est publié par le Ministre compétent dans les 60 jours francs qui suivent la date de son entrée en vigueur.

La publication est faite au Journal Officiel, sur le site Internet du Ministère concerné, dans une ou plusieurs revues spécialisées et dans au moins deux quotidiens locaux parmi ceux qui jouissent d'une large diffusion.

²⁸ Décret n°011/26 du 20 mai 2011 portant obligation de publier tout contrat ayant pour objet les ressources naturelles

II. DROITS ET OBLIGATION DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

L'Arrêté ministériel n°102/CAB/ MIN/ECN-T/15/JEB/09 du 16 juin 2009 fixant les règles et les formalités du contrôle forestier dispose en son article 19 que les agents des services forestiers et les organisations non gouvernementales du secteur forestier sont tenus, dans le cadre de leurs fonctions ou de leur mandat et, en particulier, quand ils sont en mission technique ou d'observation sur le terrain, de porter attention ou de récolter toute information liée aux activités forestières se déroulant dans un lieu donné pour communiquer toute situation potentiellement frauduleuse aux chefs des services du contrôle forestier.

En vue de garantir la crédibilité du contrôle forestier le ministre en charge des forêts et le gouverneur de province peuvent, pour le compte des administrations forestières centrale et provinciale, conclure des accords visant à associer des observateurs indépendants aux missions de contrôle. L'observateur indépendant en question est une organisation non gouvernementale internationale ou nationale spécialisée.

☞ Droits reconnus à la partie civile

La capacité d'exercer les droits reconnus à la partie civile est reconnue aux associations représentatives des communautés locales et les organisations non gouvernementales nationales agréées et contribuant à la réalisation de la politique gouvernementale en matière environnementale.

Elles peuvent exercer les droits reconnus à la partie civile en ce qui concerne les faits constituant une infraction aux dispositions du code forestier et de ses mesures d'exécution, ou une atteinte, selon les accords et conventions internationaux ratifiés par la République Démocratique du Congo et causant un préjudice direct ou indirect aux intérêts collectifs qu'elles ont pour objet de défendre.

CONCLUSION

En guise de conclusion, il ressort de l'exploitation de ce recueil que les communautés locales ont de nombreux droits et obligations dont l'exercice reste résiduel à cause notamment de la faible connaissance de ces droits et obligations tant par les concernées que par la plupart d'organisations locales ainsi que le faible niveau d'accès à l'information.

Il y a donc nécessité davantage d'efforts d'information et formation des communautés locales sur leurs droits et responsabilités dans la gestion des ressources forestières.

DRAFT

Textes de référence

- Constitution de la République Démocratique du Congo telle que modifiée par la Loi n° 11/002 du 20 janvier 2011 portant révision de certains articles de la Constitution de la République Démocratique du Congo du 18 février 2006 (Textes coordonnés).
- Loi n°11/009 du 09 juillet 2011 portant principes fondamentaux relatifs à la protection de l'environnement.
- Loi n° 011/2002 du 29 août 2002 portant Code forestier.
- Loi n° 14/003 du 11 février 2014 relative à la conservation de la nature.
- Décret n°08/09 du 08 avril 2008 fixant la procédure d'attribution des concessions forestières.
- Décret n° 011/27 du 20 mai 2011 fixant les règles spécifiques d'attribution des concessions forestières de conservation
- Décret n° 08/08 du 08 avril 2008 fixant la procédure de classement et de déclassement des forêts.
- Décret n° 011/26 du 20 mai 2011 portant obligation de publier tout contrat ayant pour objet les ressources naturelles.
- Décret n° 14/019 du 02 août 2014 fixant les règles de fonctionnement des mécanismes procéduraux de la protection de l'environnement.
- Arrêté ministériel n°028/CAB/ MIN/ECN-T/15/JEB/08 du 07 août 2008 fixant les modèles de contrat de concession d'exploitation des produits forestiers et de cahier des charges y afférent, Annexes 1 & 2.
- Arrêté ministériel n°84 CAB/ MIN/ ECN-DD/ CJ/ 00/ RBM/ 2016 du 29 octobre 2016 portant conditions et règles d'exploitation des bois d'œuvre.
- Arrêté ministériel N° 34 /CAB/MIN/EDD/03/03/BLN/2015 du 3 JUL 2016 fixant la procédure d'élaboration, de vérification, d'approbation, de mise en œuvre et de suivi du plan d'aménagement d'une concession forestière de production de bois d'œuvre.
- Arrêté ministériel n°034/ CAB/MIN/ECN T/15/JEB/08 du 22 /08/2008 portant réglementation de la récolte de certains produits forestiers.
- Arrêté ministériel n°024/CAB/ MIN/ECN-T/15/JEB/ 08 du 07 août 2008 fixant la procédure d'enquête publique préalable à l'octroi des concessions forestières.

- Arrêté ministériel n°85/CAB/MIN/ECN-DD/CJ/00/RBM/2016 du 29 Oct. 2016 relatif à l'Unité Forestière Artisanale (UFA).
- Arrêté ministériel n°026/CAB/ MIN/ECN-T/15/JEB/2008 du 07 aout 2008 portant dispositions relatives a la supervision, au suivi et a l'évaluation des opérations de reconstitution du capital forestier.
- Arrêté ministériel n°102/CAB/ MIN/ECN-T/15/JEB/09 du 16 juin 2009 fixant les règles et les formalités du contrôle forestier.
- Arrêté ministériel n°103/CAB/ MIN/ECN-T/15/JEB/09 du 16 juin 2009 portant organisation et fonctionnement de la commission de règlement des différents forestiers.